



Compte rendu

réunion lycée 4.0 grande région

14 mai 2020

Présents :

- M. Rottner président de la Région Grand Est
- Mme Guillemy Vice-Présidente. Délégation à la thématique Formation initiale, Lycée et Apprentissage
- Mme Hibour conseillère régionale commission Lycées et apprentissage
- Le Recteur de Nancy-Metz M. Huart Recteur de la région académique Grand Est
- Le Secrétaire Général de l'académie de Strasbourg
- Le DANE (délégation académique au numérique éducatif) de l'académie de Reims
- Représentants des syndicats : FSU, UNSA, FO, SGEN et SNALC (CGT absent)

La réunion consistait en un temps d'échange sur le dispositif Lycée 4.0. Le Président de Région Rottner a introduit la réunion par un point d'actualité. La région s'est félicitée de son initiative du développement du numérique dans la région Grand Est depuis plusieurs années, ce qui a permis dans la situation actuelle que l'accès aux solutions numériques soit plus facile pour nos lycéens. Il a affirmé la volonté de la région de poursuivre ce déploiement pour continuer à équiper tous les lycéens du Grand Est en parallèle du développement de la fibre.

Ensuite la parole est passée au Recteur Huart qui a présenté comment les académies soutenaient l'action de la région en consacrant une grande part de la formation académique au numérique (pour moitié à Nancy-Metz). Il a aussi évoqué l'actualité en présentant le confinement comme une opportunité qui a mené à une évolution forcée des pratiques. Les débuts ont été difficiles mais pour le Recteur la situation est devenue satisfaisante au fil des semaines. Si on compare avec le niveau national les classes du CNED n'ont pas été autant développées dans l'académie que dans le reste de la France et selon le Recteur ce serait l'utilisation « massive » de notre ENT qui en serait la cause.

Nous avons alors commencé notre intervention par la situation actuelle et l'avantage dans la région que les lycéens aient effectivement accès à un ordinateur même si cela ne gomme pas toutes les difficultés et que les inégalités sociales se creusent encore plus.

Cependant cette réunion porte sur le dispositif lycée 4.0 et on doit analyser la situation telle qu'elle était avant l'épidémie. On a distingué deux choses :

- la mise à disposition des ordinateurs aux lycéens, qui même si elle reste contestable pour son coût, pour son impact environnemental... est de la responsabilité de la région et de l'utilisation de leurs fonds. Dans ce sens nous avons demandé que cette mise à disposition reste gratuite pour les familles.

- l'imposition de manuels numériques et des ENT pour tous sans discussion préalable et sans tenir compte de l'avis des enseignants.

Nous avons pointé que ce passage forcé au tout numérique est très mal vécu par de nombreux collègues et que la région ne doit pas imposer de contraintes pédagogiques aux enseignants. Or c'est exactement ce qu'a fait la région avec les manuels numériques.

Nous avons rappelé que les apports pédagogiques du numérique étaient très contestables et très contestés. On doit laisser aux enseignants le choix des outils qu'ils souhaitent utiliser pour faire progresser les élèves. Ainsi notre exigence pour la suite est que les équipes pédagogiques puissent avoir le choix d'un manuel numérique, d'un manuel papier voire de crédits supplémentaires pour les

photocopies. Nous avons aussi demandé à ce que la Région ne néglige pas l'équipement des salles spécifiques dans les lycées et continue de s'assurer de leur bon fonctionnement.

De plus l'Éducation Nationale doit pouvoir s'assurer que ses personnels soient aussi équipés correctement, à travers une dotation spécifique ou une prime à l'équipement.

Nous avons bien sûr pointé les difficultés techniques rencontrées dans les établissements avec l'ENT (temps de connections, accès difficiles, entretien difficile) mais aussi les réseaux wifi qui obligent trop d'élèves à se connecter avec leur propre téléphone portable afin d'accéder à leurs outils.

Nous avons terminé sur le problème des logiciels utilisés par la région ou le rectorat. En effet dans de nombreux cas des solutions libres pourraient être privilégiées voire en partie financées par la région pour soutenir leur développement.

Les interventions des autres syndicats présents sont allées dans notre sens avec quelques compléments avec lesquels nous sommes aussi en accord :

- demande que les bornes wifi puissent être arrêtées et ne fonctionnent pas 24/7,
- compléments sur les manuels numériques qui sont très difficiles à trouver en voie professionnelle.

La région est assez déçue de notre tableau qu'elle trouve trop noir, et les seules réponses qu'elle nous apporte est que pour les manuels papiers les lycées peuvent prendre sur leurs crédits pour les acheter... Cependant elle nous assure que la gratuité des ordinateurs est maintenue ainsi que le maintien de l'aide aux aménagements spécifiques. Ils disent nous avoir entendu sur certains points qui seront à discuter entre eux après avoir consulté plus largement.

Nous avons terminé par la demande d'information sur un bilan qui serait en cours, effectué par un doctorant de l'académie de Nancy-Metz. Le Recteur nous a confirmé qu'une étude était en cours et que l'enquête sur le terrain devrait commencer en septembre 2020. Affaire à suivre...